

Le budget—M. Marcel Tremblay

que les programmes de développement régionaux vont être amputés, ou si la vérité est toute autre?

M. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, je serai très bref. Je pense que la vérité est effectivement toute autre.

Au contraire, dans tous les grands postes budgétaires, on note qu'il y a eu augmentation. Là où il y a un ralentissement, c'est au niveau du pourcentage d'augmentation. Et en lisant et relisant les nombreux documents qui ont été mis à notre disposition, on constate que les priorités sont demeurées, et que les actions entreprises par notre gouvernement, depuis septembre 1984, sont maintenues et seront livrées en temps et lieu, sauf que nous connaissons une période temporaire d'agitation. On ne contrôle pas les taux d'intérêt comme on aimerait les contrôler, mais soyez assurés que les actions que l'on prend maintenant sont de nature à nous positionner de façon très ferme et beaucoup plus dynamique dès les années 1993-1994, où notre programme budgétaire va être complètement balancé.

[Traduction]

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je voudrais faire d'abord quelques observations d'ordre général sur ce budget. Le gouvernement a alourdi le fardeau fiscal des Canadiens de 3,3 milliards de dollars.

Le 6 mars, le ministre des Finances (M. Wilson) avait promis à la Chambre de réduire les dépenses, de ne pas augmenter les impôts et les taxes. Les impôts sont déjà trop élevés au Canada. Il a promis aux Canadiens de réduire le déficit en sabrant dans les dépenses et pas en augmentant les impôts.

Le 29 novembre, le premier ministre (M. Mulroney) nous a dit que les Canadiens payaient pas mal d'argent pour les services publics. Ils trouvent qu'ils paient déjà assez. Et pourtant, monsieur le Président, depuis 1984, les impôts payés par les Canadiens ont augmenté de 26,7 milliards de dollars alors que ceux payés par les sociétés n'ont augmenté que de 3,4 milliards, ce qui est très injuste à notre avis.

Lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, en 1984, la dette publique était de 176,8 milliards de dollars. Entre 1984 et la fin de cette année financière, la dette atteindra 352 milliards. Le gouvernement a doublé la dette du pays depuis cinq ans à peine qu'il est au pouvoir. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela signifie que depuis le début de la Confédération jusqu'en 1984, soit en 117 ans, la dette nationale de notre pays a augmenté de 1,5 milliard par an. Depuis 1984, pendant les cinq années de gouvernement conservateur, la dette nationale a augmenté de 34 milliards par an.

ration sensible, on a doublé la dette, on a augmenté le déficit, on a coupé des programmes, on a augmenté des taxes et là, on augmente les taux d'intérêt d'une façon considérable et on prétend, monsieur le Président, que ce gouvernement, au cours des quatre dernières années, a fait son job! Je pense autrement, et j'aimerais avoir les commentaires du député de Québec-Est là-dessus.

M. Tremblay: Monsieur le Président, j'aimerais rappeler ce que je disais précédemment, que notre approche depuis 1984 a donné des résultats concrets. Nos initiatives de réduction du déficit et de ralentissement de la croissance de la dette ont contribué à stimuler l'investissement et l'emploi au Canada, à relever le niveau de vie et à accroître la sécurité économique.

Mais je suis bien conscient qu'il faut faire plus. Il faut faire plus pour être en mesure de maintenir nos programmes sociaux et culturels, pour bâtir et maintenir une économie vigoureuse et concurrentielle qui continuera de créer des emplois et des débouchés pour les Canadiens et Canadiennes; pour nous permettre de mieux affronter les priorités, comme la formation professionnelle et la protection de l'environnement, et pour, bien entendu, améliorer la qualité et le niveau de vie des Canadiens et des Canadiennes en général.

Donc, en relevant le défi de la dette, ce Budget nous bâtit un avenir. Au lieu de l'hypothéquer, je peux vous dire que, personnellement, ayant de jeunes enfants, je n'ai pas l'intention *to pass the buck*, comme on dit en anglais, de leur passer une facture pour laquelle ils n'ont eu aucun mot à dire et qu'ils ne méritent pas.

M. André Harvey (Chicoutimi): Monsieur le Président, il est absolument inconcevable d'entendre les remarques de notre collègue du parti de l'opposition officielle, de dire que le gouvernement a augmenté le déficit quand on sait très bien qu'en 1984, le déficit était de 39,5 milliards de dollars, et que si les libéraux s'étaient maintenus au pouvoir, le déficit serait rendu à 50 ou 55 milliards et que la dette publique aurait dépassé le 500 milliards.

Permettez-moi, pour essayer de rétablir les faits, d'abord de féliciter mon collègue pour la qualité de son intervention sur le discours du Budget. Je pense que le calme et le contenu du discours de notre collègue nous permet de mieux saisir la vérité dans les périodes difficiles que nous vivons et que nous aurons à vivre bientôt, monsieur le Président.

J'aimerais demander à mon collègue s'il est exact que les idées véhiculées par les deux partis d'opposition, à l'effet que les programmes de développement régionaux vont être coupés, que les programmes sociaux sont aussi coupés, est-il vrai, cher collègue, que les pensions de vieillesse ne continueront pas d'augmenter? Est-il vrai